

## APRÈS DEUX MANDATS SUCCESSIFS DE ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

# Quelle place de l'Algérie sur la scène internationale ?

*Dès son arrivée à la tête de l'Etat en 1999, l'actuel président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait fait de la place de l'Algérie dans le monde l'une de ses priorités. Qu'en est-il dix ans après ? Quelle influence a l'Algérie aujourd'hui sur la scène internationale, après les deux mandats successifs de cet homme qui pensait, en 2004, que la paix était revenue dans notre pays ?*

**Lyès Menacer - Alger (Le Soir)** - On se souvient tous de cette interview que Abdelaziz Bouteflika avait accordée au journaliste de France 3, Christian Malar, à deux semaines de la tenue de l'élection présidentielle du 8 avril 2004.

À cette époque, l'actuel locataire d'El-Mouradia avait clairement déclaré que «désormais», c'était tout le monde qui pouvait «voyager de Tébessa à Maghnia et d'Alger à Tamanrasset, sans courir le moindre risque», grâce à cette «paix revenue dans notre pays».

Ce fameux retour à la paix avait été accompagné par de nombreux voyages à l'étranger pour convaincre les partenaires de l'Algérie de venir investir dans notre pays.

Ces voyages avaient aussi pour objectif de replacer l'Algérie sur la scène internationale, avait-il déclaré.

«Pendant que j'essayais de replacer l'Algérie de Washington à Moscou, de Pékin à Johannesburg et à Tokyo, à Caracas et ailleurs, avec l'Union européenne, l'OMC, les Algériens disaient, ou me reprochaient, de voyager beaucoup !» avait tenté de se justifier Bouteflika. Mais cinq ans après cet entretien, l'économie algérienne a encore du mal à décoller.

En dehors du secteur des hydrocarbures, et à un degré moindre celui des services, les entreprises étrangères hésitent toujours à venir s'installer ici. S'y ajoutent aussi les contraintes bureaucratiques et l'inexistence d'un vrai climat d'investissement. Si les pays occidentaux ont repris un peu confiance en notre pays, ce n'est pas grâce au processus de paix et à la réconciliation nationale que Bouteflika avait engagés ou au résultat des



Photo : Samir Sid

«efforts» diplomatiques qu'il affirme avoir menés. Ce n'est nullement le résultat de ses nombreux voyages à l'étranger pour expliquer au monde la sauvagerie des extrémistes islamistes.

Les attentats du 11 Septembre 2001 de New York, aux Etats-Unis, avaient, en fait, contraint les autres pays à changer leur vision de l'Algérie, à l'aider dans sa lutte contre le terrorisme en lui fournissant des armes et autres équipe-

ments militaires de dernière technologie.

Sur le plan extérieur, l'Algérie a-t-elle pu imposer son point de vue dans les multiples conflits qui bouleversent le monde ?

Si on se limite à l'échelle régionale, on peut dire que Bouteflika a réussi, avec son staff diplomatique, quelques actions de médiation dans le conflit ayant opposé l'Erythrée à l'Ethiopie. En 2001, Bouteflika avait joué un rôle important dans le

règlement de ce conflit et avait convaincu les deux pays à signer un accord de paix. L'Algérie de Bouteflika a eu, aussi, le mérite d'intercéder efficacement dans le conflit opposant les troupes militaires maliennes aux rebelles touaregs.

Hormis ces deux actions significatives qui ont permis à la diplomatie algérienne de marquer des points, notre pays est pratiquement resté à l'écart des drames quotidiens qui secouent les pays d'Afrique, où des dictateurs comme

Mugabe au Zimbabwe et Omar El Bachir au Soudan, sont directement impliqués dans la mort de centaines de milliers de personnes innocentes.

A l'échelle internationale, l'implication de l'Algérie était aussi insignifiante que celle des autres pays arabes dans l'arrêt des attaques militaires israéliennes du sud du Liban, comparée à celle de la France, des autres pays de la communauté européenne et celle des USA.

Au cours de la dernière guerre dont ont été victimes les habitants de la bande de Ghaza, Bouteflika est resté silencieux. La voix de l'Algérie s'est limitée à de simples dénonciations des crimes de guerre israéliens. Et pour terminer, quand on entend la chancelière allemande dire, lors de sa dernière visite, que l'Algérie doit prendre en charge sa jeunesse marginalisée, que la sécurité n'est pas revenue comme le prétend Bouteflika, l'on comprend parfaitement que la diplomatie algérienne est demeurée, cette décennie, peu persuasive et moins convaincante, surtout en ce qui concerne la garantie des libertés individuelles et collectives qui ne cessent d'être réprimées en Algérie. L. M.

## RÉVISION DE LA CONSTITUTION

# Jusqu'où ira Bouteflika ?

*Depuis son arrivée à la présidence, Abdelaziz Bouteflika n'a jamais caché son intention de réviser la Constitution. L'amendement entériné par voie parlementaire le 12 novembre dernier n'a finalement servi qu'à asseoir le pouvoir du locataire du palais d'El-Mouradia.*

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Abdelaziz Bouteflika a, dès 1999, exigé une loi fondamentale qui définit les «règles d'un régime politique aux contours clairs».

L'homme n'a jamais raté l'occasion de critiquer le caractère «ambigu» et «hybride» de la Constitution de 1996.

Pourtant, aujourd'hui encore, ce texte n'a toujours pas défini clairement «la nature du régime».

Mis à part la suppression du poste de Chef de gouvernement et la création de celui de Premier ministre, l'amendement

adopté le 12 novembre 2008 par voie parlementaire n'a rien apporté de nouveau. Officiellement, ce changement de statut visait à «clarifier les responsabilités entre les deux constituants de l'exécutif».

Pourtant, il est de notoriété publique que le chef du gouvernement a toujours eu un simple rôle de «coordinateur» de l'action de l'exécutif.

La suppression du Conseil du gouvernement n'a, elle aussi, aucune conséquence fondamentale sur le mode de fonctionnement du régime.

Idem pour les autres

amendements introduits à la loi fondamentale.

Le président était et restera le seul maître à bord. En fait, la clé de voûte de cette révision tient uniquement à un seul et unique article : celui relatif à l'annulation de la limitation des mandats présidentiels.

D'ailleurs, Bouteflika le reconnaît presque dans son discours prononcé le 29 octobre 2008 à la Cour suprême, à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire.

«Eu égard aux engagements prioritaires et aux défis de l'heure, il m'est apparu nécessaire d'introduire des amendements partiels et limités, loin de la profondeur, du volume et même de la forme que je souhaitais donner à ce projet de révision constitu-

tionnelle, ce qui aurait dans ce cas imposé le recours au peuple», déclarera-t-il pour justifier son choix de réviser la Constitution par voie parlementaire en lieu et place du recours à la voix référendaire.

Le message est donc le suivant : parer au plus pressé pour revenir et procéder à une révision de fond de la Constitution.

A l'heure actuelle, nul ne sait quel type de changement compte introduire Bouteflika dans sa future constitution.

Il est toutefois certain que ces dispositions renforceront les prérogatives — déjà très larges — du chef de l'Etat. Un régime où le pouvoir législatif n'aura pas droit de cité.

Ce qui est déjà le cas...

T. H.

Publicité